

EMBARGO JEUDI 18 AVRIL 06H00

NB : Cet embargo vaut pour l'ensemble des documents distribués.

Communiqué de presse

18 avril 2019

Classement mondial de la liberté de la presse 2019 : la mécanique de la peur

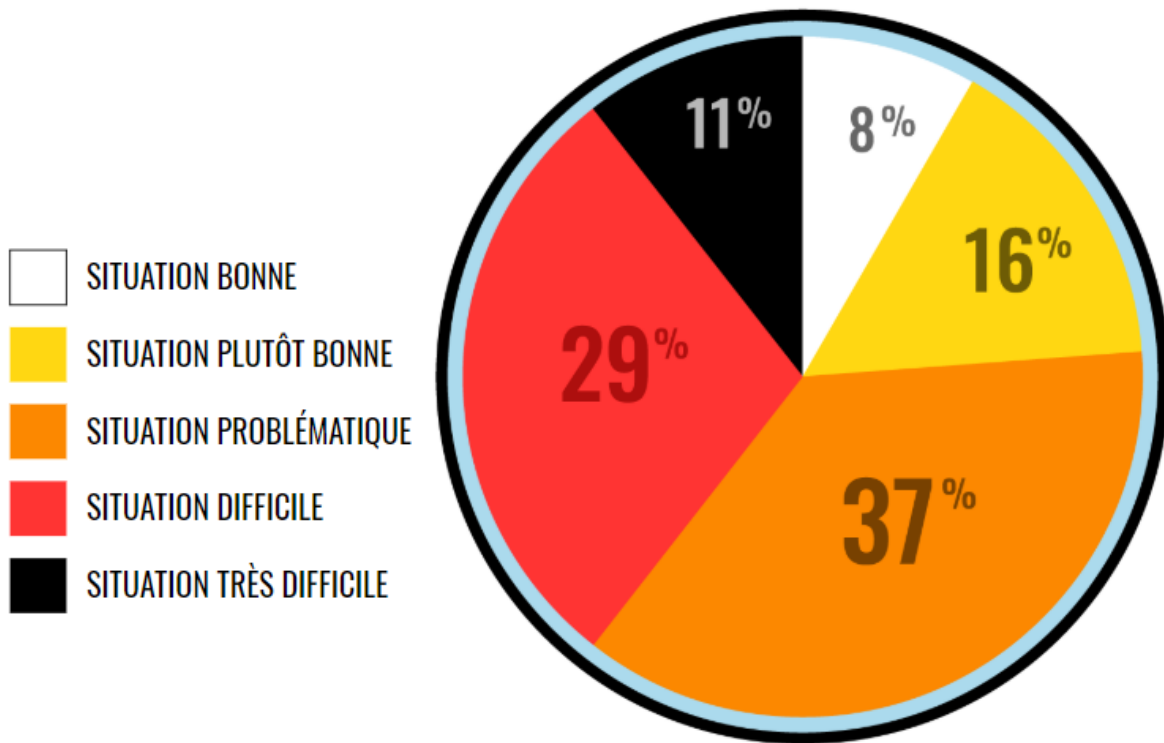
L'édition 2019 du Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF) montre que la haine des journalistes a dégénéré en violence, laquelle est facteur d'une montée de la peur. Le nombre de pays considérés comme sûrs, où les journalistes peuvent exercer leur métier en toute sécurité, continue de se réduire, tandis que les régimes autoritaires renforcent leur emprise sur les médias.

Le [Classement RSF](#), qui évalue chaque année la situation du journalisme dans 180 pays et territoires révèle le déclenchement d'une mécanique de la peur très préjudiciable à l'exercice serein du journalisme. L'hostilité à l'encontre des journalistes, voire la haine relayée dans nombre de pays par des dirigeants politiques, a fini par susciter des passages à l'acte plus graves et plus fréquents, qui provoquent un accroissement des dangers et, de ce fait, un niveau de peur inédit dans certains endroits.

« Si le débat politique glisse subrepticement ou manifestement vers une ambiance de guerre civile, où les journalistes font figure de victimes expiatoires, les modèles démocratiques sont en grand danger, explique Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. Enrayer cette mécanique de la peur est une urgence absolue pour les femmes et les hommes de bonne volonté, attachés aux libertés acquises au long de l'histoire. »

Au Classement 2019, la Norvège conserve pour la troisième année consécutive sa place de premier, tandis que la Finlande (+2) retrouve sa deuxième position, au détriment des Pays-Bas (4e, -1), où deux reporters spécialistes du crime organisé sont contraints de vivre sous protection policière permanente. La recrudescence du cyberharcèlement a fait perdre une place à la Suède (3e). Au titre des bonnes nouvelles sur le continent africain, l'Éthiopie (110e, +40) et la Gambie (92e, +30) progressent significativement.

Plusieurs régimes autoritaires perdent des places au Classement. C'est le cas du Venezuela (148e, -5), où les journalistes ont été confrontés aux arrestations et violences infligées par les forces de l'ordre. Et de la Russie (149e, -1), où le Kremlin a accentué la pression contre les médias indépendants et internet, à coup d'arrestations, de perquisitions arbitraires et de lois liberticides. Le Vietnam (176e), talonné par la Chine (177e, -1), perd également une place. Dans la Corne de l'Afrique, l'Érythrée atteint l'antépénultième place (178e, +1), malgré la pacification de ses relations avec l'Éthiopie, tandis que le Turkménistan (180e, - 2) est désormais dernier, à la place de la Corée du Nord (179e, +1).



Seulement 24% des 180 pays et territoires affichent une situation “bonne” (zone blanche) ou “plutôt bonne” (zone jaune) contre 26% l’année dernière. Les Etats-Unis (48e), où un climat toujours plus hostile s’est installé au-delà des propos de Donald Trump, perdent trois places en 2019 et basculent dans la zone orange, ce qui signale une situation problématique. Jamais les journalistes américains n’avaient fait l’objet d’autant de menaces de mort. Ils n’avaient jamais non plus autant sollicité d’entreprises privées pour assurer leur sécurité. La détestation des médias est telle que, dans le Maryland, un homme a délibérément ouvert le feu dans la rédaction du quotidien local d’Annapolis, *The Capital Gazette*, faisant cinq morts. Avant de passer à l’acte, le tueur avait abondamment partagé sa haine du journal sur les réseaux sociaux.

Menaces, insultes et agressions font désormais partie des “risques du métier” de journaliste dans de nombreux pays. En Inde (140e, -2), où ceux qui critiquent l’idéologie nationaliste hindoue sont qualifiés d’éléments “*anti-indiens*” dans le cadre de campagnes de cyberharcèlement, six journalistes ont été assassinés en 2018. Au Brésil (105e, -3), depuis la campagne électorale, la presse est devenue une cible pour les partisans de Jair Bolsonaro, tant sur le terrain virtuel que physique.

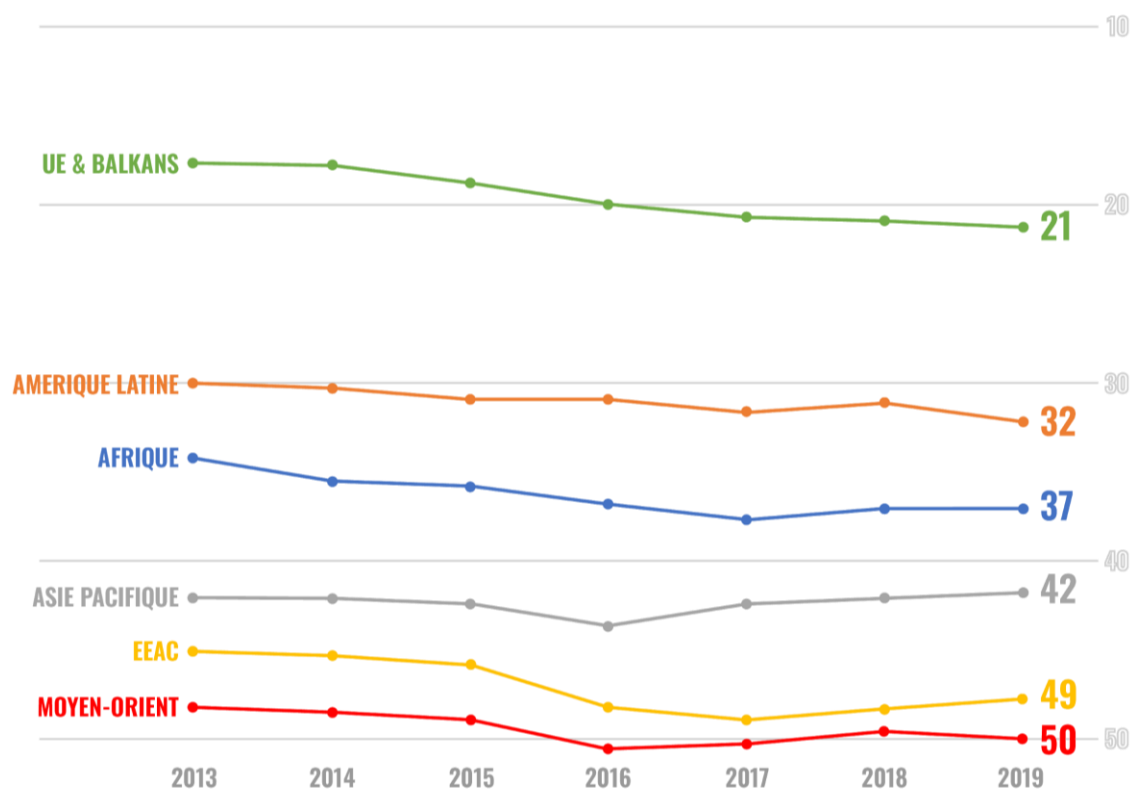
Le courage des journalistes d’investigation traqués

Dans ce climat d’hostilité généralisée, il faut du courage pour continuer à enquêter sur la corruption, l’évasion fiscale ou le crime organisé. En Italie (43e, +3), le ministre de l’Intérieur, Matteo Salvini, a envisagé de remettre en question la protection policière du journaliste Roberto Saviano à la suite de ses critiques contre le dirigeant de la Ligue, tandis qu’un peu

partout dans le monde et notamment en Algérie (141e, -5) ou en Croatie (64e, +5), médias et journalistes sont confrontés à un harcèlement judiciaire croissant.

Les procédures bâillons engagées contre les journalistes d'investigation en France ou à Malte (77e, -12) visent à les épuiser financièrement, voire à les conduire en prison, comme en Pologne (59e, -1), où les journalistes du quotidien *Gazeta Wyborcza* sont menacés de peines d'emprisonnement pour avoir mis en cause le dirigeant au pouvoir dans une affaire de construction douteuse. C'est aussi le cas en Bulgarie (111e), où deux journalistes indépendants ont été placés en détention alors qu'ils enquêtaient depuis plusieurs mois sur des détournements de fonds européens. En plus des pressions judiciaires, les journalistes d'investigation sont la cible d'intimidations multiformes dès lors que leur travail lève le voile sur des pratiques ou des affaires véreuses. La maison de l'un d'entre eux a été incendiée en Serbie (90e, -14), et d'autres ont été froidement éliminés, comme cela a été le cas à Malte, en Slovaquie (35e, -8), au Mexique (144e, +3) ou encore au Ghana (27e, -4).

La traque des journalistes qui gênent les pouvoirs en place semble ne plus avoir de limite. Le meurtre sordide de l'éditorialiste saoudien Jamal Khashoggi, commis de sang-froid au sein du consulat en Turquie en octobre dernier, a envoyé un message glaçant aux journalistes bien au-delà des frontières du seul royaume d'Arabie saoudite (172e, -3). Par peur pour leur vie, nombre de journalistes de la région pratiquent l'autocensure ou ont tout simplement cessé d'écrire.



Les plus fortes dégradations affectent des régions en principe vertueuses

Cette année, c'est la zone **Amérique du Nord et du Sud** qui enregistre la plus grande dégradation de son score régional (+3,6%). Ce mauvais résultat n'est pas seulement dû aux piètres performances des Etats-Unis, du Brésil et du Venezuela. Le Nicaragua (114e), qui dévisse de 24 places, subit l'une des baisses les plus significatives en 2019. Les journalistes nicaraguayens qui couvrent les manifestations anti-gouvernement Ortega, considérés comme des opposants, sont fréquemment agressés. Nombre d'entre eux ont été contraints à l'exil pour éviter d'être accusés de terrorisme et jetés en prison. Le continent abrite aussi l'un des pays les plus meurtriers, le Mexique, où au moins dix journalistes ont été assassinés en 2018. Même si l'arrivée au pouvoir du président Andrés Manuel López Obrador a quelque peu apaisé les relations entre les pouvoirs publics et la presse mexicaine, la permanence des violences et de l'impunité des assassinats perpétrés contre les journalistes a par ailleurs conduit RSF à saisir, en mars dernier, la Cour pénale internationale (CPI).

L'**Union européenne et les Balkans** enregistrent la deuxième plus forte dégradation du Classement (+1,7%). Dans cette zone qui reste celle où la liberté de la presse est la mieux respectée et qui est en principe la plus sûre, les journalistes doivent aujourd'hui faire face aux pires menaces : le meurtre à Malte, en Slovaquie et en Bulgarie (111e), des attaques verbales et physiques notamment en Serbie ou au Monténégro (104e, -1), ou un niveau inédit de violences lors des manifestations de "gilets jaunes" en France (32e, +1) - au point que nombre d'équipes de télévision n'osent plus afficher leur logo ni couvrir les manifestations sans être accompagnées de gardes du corps. La stigmatisation des journalistes s'affiche aussi désormais de façon décomplexée : en Hongrie (87e, -14), les responsables du parti de Viktor Orbán refusent de répondre aux questions des journalistes qui ne travailleraient pas pour des médias considérés comme des "amis du Fidesz". En Pologne, ce sont les médias publics transformés en instruments de propagande qui permettent, de façon de plus en plus intensive, d'exercer des pressions sur les journalistes.

En dépit d'une dégradation moins importante cette année de son indice régional, la zone **Moyen-Orient et Afrique du Nord** reste celle où il est le plus difficile et le plus dangereux pour les journalistes d'exercer leur profession. Même si le nombre de journalistes tués en 2018 en Syrie (174e, +3) a légèrement diminué, le pays, tout comme le Yémen (168e, -1) reste extrêmement dangereux pour eux. Au-delà des guerres et des crises profondes comme en Libye (162e), un autre grand danger plane sur les journalistes de la région : l'arrestation arbitraire et l'emprisonnement. L'Iran (170e, -6) est l'une des plus grandes prisons de journalistes au monde. Des dizaines d'entre eux croupissent également derrière les barreaux en Arabie saoudite, en Egypte (163e, -2) et au Bahreïn (167e, -1) sans forcément avoir été jugés. Et quand ils le sont, comme au Maroc (135e), ils sont confrontés à des procédures interminables. Dans ce sombre tableau, seule la Tunisie fait figure d'exception (72e, +25) et enregistre une baisse notable du nombre d'exactions.

L'**Afrique** enregistre la plus faible dégradation régionale de l'édition 2019 du Classement mais aussi certaines des plus fortes évolutions de l'année écoulée. Un changement de régime a permis à l'Ethiopie (110e) de vider ses prisons des journalistes et de faire un bond spectaculaire de 40 places. C'est aussi une alternance politique qui a permis à la Gambie

(92e, +30) d'afficher l'une des hausses les plus importantes du Classement. Les changements de pouvoir sur le continent ne profitent toutefois pas tous aux journalistes. En Tanzanie (118e, -25e), l'arrivée depuis 2015 du président John Magufuli, surnommé "le Bulldozer", s'est accompagnée d'attaques sans précédent contre la presse. Autre baisse significative : la Mauritanie (94e, -22) où le blogueur Mohamed Cheikh Ould Mohamed Mkhaitir, initialement condamné à mort pour apostasie avant d'être déclaré libérable, est maintenu en détention dans un lieu secret depuis plus d'un an et demi. Continent des contrastes, l'Afrique est aussi celui de la continuité du côté du pire : la République démocratique du Congo (RDC), qui se maintient à la 154e place, est le pays d'Afrique où RSF a enregistré le plus d'exactions en 2018, tandis que la Somalie (164e) reste le pays de la région le plus meurtrier pour les journalistes.

Malgré des évolutions nationales inhabituellement contrastées et une légère amélioration de son indice régional, la zone **Europe de l'Est et Asie centrale** conserve, année après année son avant-dernière place dans le Classement. C'est dans cette région que l'indicateur qui évalue la qualité du cadre légal est le plus dégradé. Plus de la moitié des pays et territoires de la zone pointent toujours autour ou derrière la 150e place. Les deux poids lourds de la région, la Russie et la Turquie (157e), persistent à réprimer la presse indépendante. Plus grande prison pour les professionnels des médias, la Turquie est le seul pays au monde à avoir poursuivi une journaliste pour ses enquêtes sur les "Paradise Papers". Dans cette partie du monde où tout est largement figé, les hausses sont rares et méritent d'être signalées. L'Ouzbékistan (160e, + 5), qui a libéré les derniers journalistes emprisonnés sous la dictature de feu Islam Karimov, quitte la zone "noire", qui indique les situations les plus critiques. L'Arménie (61e, +19) dont la "révolution de velours" a permis de desserrer l'emprise du pouvoir sur l'audiovisuel public, fait de son côté un bond d'autant plus important qu'elle est située dans la zone volatile du Classement.

Propagande totalitaire, censure et intimidations, violences physiques et cyberharcèlement : l'**Asie-Pacifique** concentre tous les maux qui entravent l'exercice du journalisme et affiche cette année un indice régional stable qui la maintient dans les plus mauvaises places. Le nombre de journalistes assassinés a été particulièrement élevé en Afghanistan (121e), en Inde et au Pakistan (142e, -3). La désinformation devient aussi un véritable fléau régional. En Birmanie, l'instrumentalisation des réseaux sociaux a contribué à banaliser les messages de haine anti-rohingyas et à normaliser le fait que deux journalistes de Reuters se retrouvent condamnés à sept de prison pour avoir tenté d'enquêter sur le génocide dont est victime cette communauté. Sous l'influence croissante de la Chine, la censure se répand à Singapour (151e) ou au Cambodge (143e, -1). Dans cet environnement difficile, les 22 places gagnées par la Malaisie (123e) et les Maldives (98e) illustrent à quel point les alternances politiques peuvent radicalement changer l'environnement de travail des journalistes et de quelle façon l'écosystème politique d'un État influence directement la situation de la liberté de la presse.

Publié chaque année depuis 2002 à l'initiative de RSF, le Classement mondial de la liberté de la presse permet d'établir la situation relative de 180 pays et territoires en matière de liberté d'information. [La méthodologie du Classement](#) s'appuie sur leurs performances en matière de pluralisme, d'indépendance des médias, d'environnement et d'autocensure, de

cadre légal, de transparence et de qualité des infrastructures soutenant la production de l'information. Il ne s'agit pas ici d'évaluer les politiques gouvernementales des pays.

Les indices globaux et régionaux sont calculés à partir des scores obtenus par les différents pays et territoires. Ces scores sont eux-mêmes établis à partir d'un questionnaire proposé en vingt langues à des experts du monde entier, doublé d'une analyse qualitative. A noter que plus l'indice est élevé, pire est la situation. La notoriété du Classement mondial de la liberté de la presse en fait un outil de plaidoyer essentiel.

CONTACT PRESSE

Julie Bance

jbance@rsf.org

00 33 (0)1 44 83 84 57 / 00 33 (0)7 81 76 02 25